



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

Délégation à la gestion des cadres et personnels de centrale  
et à la responsabilité des comptables

139 rue de Bercy – Télédéc 682

75572 PARIS Cedex 12

Affaire suivie par Frédérique Colin

frederique.colin@dgfip.finances.gouv.fr

☎ 01 57 33 92 36 – 01 57 33 92 41

Paris, le 12 DEC 2012

Le Directeur Général des Finances Publiques

à

Mmes et MM. les Délégués du Directeur Général  
Mmes et MM. les Directeurs régionaux et  
départementaux des finances publiques  
Mmes et MM. les Directeurs des Directions et  
Services à compétence nationale et spécialisés  
Mmes et MM. les agents comptables d'établissement  
public ou de groupement d'intérêt public national

Circulaire   
Instruction   
Note de service

**Objet :** Réforme de la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics

**Service(s) concerné(s) :**

Tout agent de la DGFIP exerçant des fonctions de comptable

Tout agent comptable d'établissement public ou de groupement d'intérêt public national.

**Calendrier :**

Les nouvelles dispositions s'appliquent aux déficits constatés par le juge des comptes postérieurement au 1<sup>er</sup> juillet 2012, c'est-à-dire notifiés par réquisitoire du ministère public après cette date.

Les déficits ayant fait l'objet d'un premier acte de mise en jeu de la responsabilité notifiés avant cette date demeurent régis par les dispositions antérieures.

**Résumé :**

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, le juge des comptes peut apprécier si les manquements du comptable, dont les comptes sont contrôlés, ont causé ou non un préjudice financier à l'organisme public.

Dans l'hypothèse où le juge des comptes établit qu'il n'y a pas de préjudice, il peut désormais déterminer le montant non rémissible restant à la charge du comptable, par exercice et dans les limites d'un plafond fixé à 1,5 pour 1 000 du cautionnement du poste comptable.

En présence d'un préjudice, le juge des comptes continue de mettre en jeu la responsabilité du comptable à hauteur de la dépense irrégulière ou de la recette non recouvrée et le ministre chargé du budget peut accorder une remise gracieuse assortie d'un laissé à charge minimum de 3 pour 1 000 du cautionnement du poste comptable.

### Contenu de la note

Les dispositions de l'article 60 de la loi de finances de 1963 ont été modifiées par l'article 90 de la loi n°2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011.

Ce texte est issu d'un amendement parlementaire déposé à l'Assemblée nationale, aboutissement d'une concertation menée entre le Parlement, la Cour des comptes et le ministère du Budget. Il limite le champ de la mise en jeu de la responsabilité des comptables par le juge des comptes, d'une part et complète l'encadrement du pouvoir de remise gracieuse du ministre du budget, d'autre part.

L'article 90 de la loi de finances pour 2011 fait l'objet de deux décrets d'application. Le décret d'application n°2012-1386 du 10 décembre 2012, portant application du deuxième alinéa du VI de l'article 60 de la loi de finances de 1963 modifié, précise la méthode de calcul du plafond que le juge des comptes pourra laisser à la charge du comptable. Le décret n° 2012-1387 du 10 décembre 2012 modifiant les décrets n°2008-227 et 2008-228 du 5 mars 2008, supprime l'avis de la Cour des comptes sur les projets de remise gracieuse du ministre lorsque la remise gracieuse est supérieure à un certain seuil.

#### 1. La limitation du champ de la mise en jeu de la responsabilité personnelle et pécuniaire

Les cas d'engagement de la responsabilité personnelle et pécuniaire prévus au I de l'article 60 de la loi de finances pour 1963 restent inchangés : le juge des comptes examine les opérations et relève les manquements du comptable sur lesdites opérations.

La nouveauté apportée par l'article 90 est que le juge des comptes va pouvoir désormais retenir le caractère préjudiciable ou non du manquement commis par le comptable.

Ainsi, s'il constate un manquement du comptable dans le paiement d'une dépense (en cas d'absence ou insuffisance de pièce justificative) ou dans le recouvrement d'une recette, la responsabilité de ce dernier reste engagée. Néanmoins, lorsque le dit manquement sera considéré par le juge des comptes comme n'ayant pas causé de préjudice financier à l'organisme public, le juge ne mettra en jeu que partiellement la responsabilité du comptable au titre de la dépense irrégulière ou de la créance non recouvrée. Dans cette hypothèse, il tiendra compte des circonstances de l'espèce et pourra décider de laisser à la charge du comptable une somme dont le plafond est fixé à 1,5 pour 1000 du montant du cautionnement. Cette somme ne sera, le cas échéant, prononcée qu'une fois par exercice contrôlé, même s'il y a plusieurs manquements par exercice.

Lorsque le juge des comptes considèrera que le manquement du comptable a porté préjudice à l'organisme, il mettra en jeu sa responsabilité pour la totalité de la somme payée irrégulièrement ou de la créance prescrite ou dont le recouvrement a été compromis de son fait. Dans ce cas, le mécanisme du débet, destiné à dédommager la caisse publique lésée, est maintenu.

Il reviendra donc au juge des comptes de déterminer si le cas relève de l'absence de préjudice ou non, sous le contrôle du Conseil d'État, saisi le cas échéant en sa qualité de juge de cassation.

#### 2. Le pouvoir de remise gracieuse du Ministre chargé du budget est confirmé mais encadré

##### 2.1 Jugement ou arrêt du juge des comptes

Lorsque le juge des comptes met en jeu la responsabilité du comptable, le champ de l'exercice du pouvoir de remise gracieuse du ministre chargé du budget est désormais restreint.

En cas d'absence de préjudice :

dans l'hypothèse où le manquement est considéré par le juge des comptes comme n'ayant pas causé de préjudice, la somme qu'il a laissée à charge n'est pas rémissible. Le comptable devra s'acquitter de cette (ou ces<sup>1</sup>) somme(s) directement entre les mains du Directeur des Créances Spéciales du Trésor (DCST), comptable chargé de leur recouvrement, après avoir, le cas échéant, actionné son assureur.

En cas de préjudice :

dans l'hypothèse où le juge prononce une ou des charges mettant en débet le comptable pour la totalité de la ou des sommes irrégulièrement payées ou non recouvrées, considérant que le manquement a causé un préjudice à l'organisme, le ministre chargé du budget conserve son pouvoir de remise gracieuse.

Néanmoins, ce pouvoir de remise est encadré dans la mesure où le ministre ne peut pas accorder de remise gracieuse totale, sauf dans deux cas précisés par la loi :

- en cas de décès du comptable ;
- ou en cas de respect d'un plan de contrôle sélectif des dépenses, sous l'appréciation du juge des comptes. Dans cette hypothèse, le comptable doit faire valoir au cours de l'instruction et, au plus tard, en audience publique, qu'il n'a pas contrôlé le mandat irrégulier conformément au plan. Les considérants du jugement doivent ainsi confirmer que le comptable a bien respecté le plan de contrôle pour qu'il puisse demander à bénéficier d'une remise gracieuse totale.

Dans les autres cas, le ministre chargé du budget doit laisser à la charge du comptable un montant unique par arrêt ou jugement et portant sur toutes les charges prononcées au titre de manquements avec préjudice.

Ce montant est, au moins, égal à un plancher correspondant au double du plafond retenu pour le débet sans préjudice, soit 3 pour 1 000 du cautionnement du comptable. En conséquence, toute demande de remise gracieuse portant sur un jugement ou arrêt prononçant des charges portant préjudice mais inférieures au seuil de 3 pour 1 000 du cautionnement du poste fera l'objet d'un rejet par le ministre.

Le comptable devra s'acquitter de la somme laissée à sa charge par décision de remise gracieuse signée du ministre chargé du budget entre les mains du Directeur des Créances Spéciales du Trésor (DCST), comptable chargé du recouvrement, après avoir, le cas échéant, actionné son assureur.

La mise en place d'un plancher qui doit être respecté par le ministre chargé du budget a pour corollaire la suppression de l'obtention de l'avis préalable des chambres réunies de la Cour des comptes requis pour tout projet de décision de remise gracieuse supérieure à 10 000 euros.

Toutefois, il est rappelé que l'exercice de son pouvoir de remise reste soumis, selon les cas, à l'obtention préalable de divers avis : celui du supérieur hiérarchique, du ministre de tutelle ou de l'ordonnateur du comptable. Le seul avis s'imposant au ministre chargé du budget est celui de l'organisme intéressé, lorsque le coût de la remise est supporté par le budget du dit organisme, dans la mesure où le ministre ne peut accorder une remise supérieure à celle acceptée par ce dernier.

## 2.2. ordre de versement notifié par l'autorité administrative

Lorsque l'autorité administrative met en débet un comptable ou un régisseur, le ministre chargé du budget peut accorder une remise gracieuse sans condition de seuil.

<sup>1</sup> Dans le cas où le juge relève des manquements (n'ayant pas causé de préjudice) sur plusieurs exercices.

La suppression de l'avis préalable des chambres réunies de la Cour des comptes porte aussi sur les décisions de remise gracieuse des débits prononcés par l'autorité administrative.

Néanmoins, l'exercice du pouvoir de remise du ministre chargé du budget reste soumis, selon les cas, à l'obtention préalable de divers avis : celui du supérieur hiérarchique, du ministre de tutelle ou de l'ordonnateur du comptable. Le seul avis s'imposant au ministre est celui de l'organisme intéressé lorsque le coût de la remise est supporté par le budget du dit organisme dans la mesure où le ministre ne peut accorder une remise supérieure à celle acceptée par ce dernier.

\* \*  
\*

### **Entrée en vigueur**

Les nouvelles dispositions sont entrées en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012 de manière progressive. Toutes les instances contentieuses en cours à cette date, c'est-à-dire celles pour lesquelles les réquisitoires ont été notifiés avant le 1<sup>er</sup> juillet 2012, restent soumises à la procédure en vigueur avant cette date : le juge des comptes peut prononcer des mises en débet pour la totalité de la dépense irrégulière, y compris celle qui ne porte pas de préjudice à l'organisme.

Les modifications apportées à l'article 60 de la loi de finances pour 1963 par l'article 90 de la loi de finances rectificative pour 2011 ne s'appliquent pas aux Collectivités d'Outre-Mer régies par l'article 74 de la Constitution, aux Terres Australes et Antarctiques françaises ainsi qu'à la Nouvelle Calédonie, en l'absence de précision du législateur sur ce point. En conséquence, dans l'attente d'une disposition législative d'extension à ces collectivités, les dispositions législatives et réglementaires en vigueur avant le 1<sup>er</sup> juillet 2012 restent applicables aux comptables de ces collectivités.

  
Bruno BÉZARD

**Pièces jointes à la note :**

- Annexe I : fiche récapitulative
- Annexe II : article 90 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011
- Annexe III : article 60 de la loi de 1963 consolidé
- Annexe IV : décrets d'application n°2012-1386 et n°2012-1387 du 10 décembre 2012

**Interlocuteur(s) de la DG :**

**Délégation à la gestion des cadres et personnels de Centrale et à la responsabilité des comptables**

Frédérique COLIN, chef de mission, tél : 01 57 33 92 36  
[frederique.colin@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:frederique.colin@dgfip.finances.gouv.fr)

## ANNEXE I

### Les effets de la réforme : ce qui change et ce qui ne change pas

#### Ce qui ne change pas

- *mise en débet par le juge des comptes* : le juge des comptes met en débet le comptable pour la totalité du montant de l'irrégularité ayant causé un préjudice à l'organisme public ;
- *mise en débet par les autorités administratives* : les autorités administratives continuent à émettre des ordres de versement à l'encontre des comptables dès lors qu'un déficit est constaté ou qu'une créance est prescrite ;
- *décisions de remise gracieuse* : concernant les débet prononcés par les autorités administratives, le ministre du budget conserve son pouvoir de remise gracieuse.

#### Ce qui change

- *mise en débet par le juge des comptes* : les arguments soulevés par les comptables relatifs à l'absence de préjudice vont désormais pouvoir être entendus et retenus par le juge des comptes lors de ses contrôles ; dans cette hypothèse, le juge pourra éventuellement décider de laisser à la charge du comptable une somme non rémissible mais restant assurable ; elle est fixée par exercice et plafonnée à 1,5 pour 1 000 du montant du cautionnement du poste comptable ;
- *décisions de remise gracieuse* : le ministre du budget ne pourra plus remettre les sommes fixées par le juge des comptes dans les cas de manquements sans préjudice ;
- *décisions de remise gracieuse* : le ministre du budget pourra accorder une remise gracieuse au comptable mis en débet au titre d'un manquement ayant causé un préjudice, mais il devra l'assortir d'un laissé à charge d'un montant minimum égal à 3 pour 1 000 du montant du cautionnement du poste comptable, sauf dans deux cas prévus par la loi ;
- *avis préalable* : l'avis des chambres réunies de la Cour des comptes ne sera plus requis au titre des procédures juridictionnelles engagées à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012, supérieures au seuil de 10 000 euros, ni au titre des procédures administratives (ordre de versement) notifiées à compter de cette date et supérieures à 200 000 euros .

## ANNEXE II

4<sup>ème</sup> Loi de finances rectificative pour 2011

## Article 90

I. – L'article 60 de la loi portant loi de finances pour 1963 (n° 63-156 du 23 février 1963) est ainsi modifié :

1° Le début du premier alinéa du I est ainsi rédigé : « I. – Outre la responsabilité attachée à leur qualité d'agent public, les comptables... *(le reste sans changement)*. » ;

2° Le premier alinéa du IV est supprimé ;

3° Le VI est ainsi rédigé :

« VI. – La responsabilité personnelle et pécuniaire prévue au I est mise en jeu par le ministre dont relève le comptable, le ministre chargé du budget ou le juge des comptes dans les conditions qui suivent. Les ministres concernés peuvent déléguer cette compétence.

« Lorsque le manquement du comptable aux obligations mentionnées au I n'a pas causé de préjudice financier à l'organisme public concerné, le juge des comptes peut l'obliger à s'acquitter d'une somme arrêtée, pour chaque exercice, en tenant compte des circonstances de l'espèce. Le montant maximal de cette somme est fixé par décret en Conseil d'État en fonction du niveau des garanties mentionnées au II.

« Lorsque le manquement du comptable aux obligations mentionnées au I a causé un préjudice financier à l'organisme public concerné ou que, par le fait du comptable public, l'organisme public a dû procéder à l'indemnisation d'un autre organisme public ou d'un tiers ou a dû rétribuer un commis d'office pour produire les comptes, le comptable a l'obligation de verser immédiatement de ses deniers personnels la somme correspondante.

« Toutefois, le comptable public peut obtenir le sursis de versement de la somme fixée au troisième alinéa du présent VI.

« Lorsque le ministre public près le juge des comptes requiert l'instruction d'une charge à l'égard du comptable public, ce dernier a la faculté de verser immédiatement de ses deniers personnels une somme égale soit au montant de la perte de recette subie, de la dépense irrégulièrement payée, de l'indemnité versée de son fait à un autre organisme public ou à un tiers, de la rétribution d'un commis d'office par l'organisme public intéressé, soit, dans le cas où il en tient la comptabilité matière, à la valeur du bien manquant. » ;

4° Le premier alinéa du IX est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les comptables publics dont la responsabilité personnelle et pécuniaire a été mise en jeu dans les cas mentionnés au deuxième alinéa du VI ne peuvent obtenir du ministre chargé du budget la remise gracieuse des sommes mises à leur charge.

« Les comptables publics dont la responsabilité personnelle et pécuniaire a été mise en jeu dans les cas mentionnés au troisième alinéa du même VI peuvent obtenir du ministre chargé du budget la remise gracieuse des sommes mises à leur charge. Hormis le cas de décès du comptable ou de respect par celui-ci, sous l'appréciation du juge des comptes, des règles de contrôle sélectif des dépenses, aucune remise gracieuse totale ne peut être accordée au comptable public dont la responsabilité personnelle et pécuniaire a été mise en jeu par le juge des comptes, le ministre chargé du budget étant dans l'obligation de laisser à la charge du comptable une somme au moins égale au double de la somme mentionnée au deuxième alinéa dudit VI. »

II. – Le présent article entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2012. Les déficits ayant fait l'objet d'un premier acte de mise en jeu de la responsabilité d'un comptable public ou d'un régisseur avant cette date demeurent régis par les dispositions antérieures.

## ANNEXE III

**Article 60 de la loi 63-156 du 23 février 1963****Version consolidée au 29 décembre 2011**

I. - Outre la responsabilité attachée à leur qualité d'agent public, les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables du recouvrement des recettes, du paiement des dépenses, de la garde et de la conservation des fonds et valeurs appartenant ou confiés aux différentes personnes morales de droit public dotées d'un comptable public, désignées ci-après par le terme d'organismes publics, du maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives des opérations et documents de comptabilité ainsi que de la tenue de la comptabilité du poste comptable qu'ils dirigent.

Les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables des contrôles qu'ils sont tenus d'assurer en matière de recettes, de dépenses et de patrimoine dans les conditions prévues par le règlement général sur la comptabilité publique.

La responsabilité personnelle et pécuniaire prévue ci-dessus se trouve engagée dès lors qu'un déficit ou un manquant en monnaie ou en valeurs a été constaté, qu'une recette n'a pas été recouvrée, qu'une dépense a été irrégulièrement payée ou que, par le fait du comptable public, l'organisme public a dû procéder à l'indemnisation d'un autre organisme public ou d'un tiers ou a dû rétribuer un commis d'office pour produire les comptes.

Les conditions et modalités de nomination des agents commis d'office pour la reddition des comptes en lieu et place des comptables publics ainsi que de leur rétribution sont fixées par l'un des décrets prévus au XII.

Hors le cas de mauvaise foi, les comptables publics ne sont pas personnellement et pécuniairement responsables des erreurs commises dans l'assiette et la liquidation des droits qu'ils recouvrent.

Les comptables publics ne sont pas personnellement et pécuniairement responsables des opérations qu'ils ont effectuées sur réquisition régulière des ordonnateurs.

II. - Avant d'être installés dans leur poste, les comptables publics sont tenus de constituer des garanties.

III. - La responsabilité pécuniaire des comptables publics s'étend à toutes les opérations du poste comptable qu'ils dirigent depuis la date de leur installation jusqu'à la date de cessation des fonctions.

Cette responsabilité s'étend aux opérations des comptables publics placés sous leur autorité et à celles des régisseurs et, dans la limite des contrôles qu'ils sont tenus d'exercer, aux opérations des comptables publics et des correspondants centralisées dans leur comptabilité ainsi qu'aux actes des comptables de fait, s'ils ont eu connaissance de ces actes et ne les ont pas signalés à leurs supérieurs hiérarchiques.

Elle ne peut être mise en jeu à raison de la gestion de leurs prédécesseurs que pour les opérations prises en charge sans réserve lors de la remise de service ou qui n'auraient pas été contestées par le comptable entrant, dans un délai fixé par l'un des décrets prévus au paragraphe XII ci-après.

Les sommes allouées en remise gracieuse aux régisseurs ou celles dont ceux-ci ont été déclarés responsables mais qui ne pourraient pas être recouvrées ne peuvent être mises à la charge du comptable assignataire par le juge des comptes ou le ministre, sauf si le débet est lié à une faute ou une négligence caractérisée commise par le comptable public à l'occasion de son contrôle sur pièces ou sur place.

IV. - Le premier acte de la mise en jeu ne peut plus intervenir au-delà du 31 décembre de la cinquième année suivant celle au cours de laquelle le comptable a produit ses comptes au juge des comptes ou, lorsqu'il n'est pas tenu à cette obligation, celle au cours de laquelle il a produit les justifications de ses opérations.

Pour les comptes et les justifications des opérations qui ont été produits au plus tard le 31 décembre 2004, le délai prévu à l'alinéa précédent est décompté à partir de la production de ces comptes ou justifications.

Dès lors qu'aucune charge n'a été notifiée dans ce délai à son encontre, le comptable est déchargé de sa gestion au titre de l'exercice concerné. Dans le cas où le comptable est sorti de fonction au cours de cet exercice et si aucune charge n'existe ou ne subsiste à son encontre pour l'ensemble de sa gestion, il est quitte de cette gestion.

V. Lorsque le ministre dont relève le comptable public, le ministre chargé du budget ou le juge des comptes constate l'existence de circonstances constitutives de la force majeure, il ne met pas en jeu la responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable public.

Pour les ministres concernés, les modalités de constatation de la force majeure sont fixées par l'un des décrets prévus au XII.

Les déficits résultant de circonstances de force majeure sont supportés par le budget de l'organisme intéressé. Toutefois, ils font l'objet d'une prise en charge par le budget de l'État dans les cas et conditions fixés par l'un des décrets prévus au XII. L'État est subrogé dans tous les droits des organismes publics à concurrence des sommes qu'il a prises en charge.

VI.-. La responsabilité personnelle et pécuniaire prévue au I est mise en jeu par le ministre dont relève le comptable, le ministre chargé du budget ou le juge des comptes dans les conditions qui suivent. Les ministres concernés peuvent déléguer cette compétence.



Lorsque le manquement du comptable aux obligations mentionnées au I n'a pas causé de préjudice financier à l'organisme public concerné, le juge des comptes peut l'obliger à s'acquitter d'une somme arrêtée, pour chaque exercice, en tenant compte des circonstances de l'espèce. Le montant maximal de cette somme est fixé par décret en Conseil d'Etat en fonction du niveau des garanties mentionnées au II.

Lorsque le manquement du comptable aux obligations mentionnées au I a causé un préjudice financier à l'organisme public concerné ou que, par le fait du comptable public, l'organisme public a dû procéder à l'indemnisation d'un autre organisme public ou d'un tiers ou a dû rétribuer un commis d'office pour produire les comptes, le comptable a l'obligation de verser immédiatement de ses deniers personnels la somme correspondante.

Toutefois, le comptable public peut obtenir le sursis de versement de la somme fixée à l'alinéa précédent.

Lorsque le ministre public près le juge des comptes requiert l'instruction d'une charge à l'égard du comptable public, ce dernier a la faculté de verser immédiatement de ses deniers personnels une somme égale soit au montant de la perte de recette subie, de la dépense irrégulièrement payée, de l'indemnité versée de son fait à un autre organisme public ou à un tiers, de la rétribution d'un commis d'office par l'organisme public intéressé, soit, dans le cas où il en tient la comptabilité matière, à la valeur du bien manquant.

VII. - Le comptable public dont la responsabilité pécuniaire est mise en jeu par le ministre dont il relève ou le ministre chargé du budget et qui n'a pas versé la somme prévue au VI peut être constitué en débet par l'émission à son encontre d'un titre ayant force exécutoire.

Le comptable public qui a couvert sur ses deniers personnels le montant d'un déficit est en droit de poursuivre à titre personnel le recouvrement de la somme correspondante.

VIII. - Les débits portent intérêt au taux légal à compter du premier acte de la mise en jeu de la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics.

IX. --Les comptables publics dont la responsabilité personnelle et pécuniaire a été mise en jeu dans les cas mentionnés au deuxième alinéa du VI ne peuvent obtenir du ministre chargé du budget la remise gracieuse des sommes mises à leur charge.

Les comptables publics dont la responsabilité personnelle et pécuniaire a été mise en jeu dans les cas mentionnés au troisième alinéa du VI peuvent obtenir du ministre chargé du budget la remise gracieuse des sommes mises à leur charge. Hormis le cas de décès du comptable ou de respect par celui-ci, sous l'appréciation du juge des comptes, des règles de contrôle sélectif des dépenses, aucune remise gracieuse totale ne peut être accordée aux comptables publics dont la responsabilité personnelle et pécuniaire a été mise en jeu par le juge des comptes, le ministre chargé du budget étant dans l'obligation de laisser à la charge du comptable une somme au moins égale au double de la somme mentionnée au deuxième alinéa du VI.

En cas de remise gracieuse les débits des comptables sont supportés par le budget de l'organisme intéressé. Toutefois, ils font l'objet d'une prise en charge par le budget de l'État dans les cas et conditions fixés par l'un des décrets prévus au XII. L'État est subrogé dans tous les droits des organismes publics à concurrence des sommes qu'il a prises en charge.

X. - Les régisseurs, chargés pour le compte des comptables publics d'opérations d'encaissement et de paiement, sont soumis aux règles, obligations et responsabilité des comptables publics dans les conditions et limites fixées par l'un des décrets prévus au paragraphe XII ci-après.

Il en est de même des agents chargés de tenir les comptabilités spéciales de matières, valeurs et titres.

XI - Toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public doté d'un poste comptable ou dépendant d'un tel poste doit, nonobstant les poursuites qui pourraient être engagées devant les juridictions répressives, rendre compte au juge financier de l'emploi des fonds ou valeurs qu'elle a irrégulièrement détenus ou maniés.

Il en est de même pour toute personne qui reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un organisme public et pour toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public, procède à des opérations portant sur des fonds ou valeurs n'appartenant pas aux organismes publics, mais que les comptables publics sont exclusivement chargés d'exécuter en vertu de la réglementation en vigueur.

Les gestions de fait sont soumises aux mêmes juridictions et entraînent les mêmes obligations et responsabilités que les gestions régulières. Néanmoins, le juge des comptes, peut, hors le cas de mauvaise foi ou d'infidélité du comptable de fait, suppléer par des considérations d'équité à l'insuffisance des justifications produites.

Les comptables de fait pourront, dans le cas où ils n'ont pas fait l'objet pour les mêmes opérations des poursuites au titre du délit prévu et réprimé par l'article 433-12 du code pénal, être condamnés aux amendes prévues par la loi.

XII. - Les modalités d'application du présent article sont fixées soit par le décret portant règlement général sur la comptabilité publique, soit par décrets contresignés par le ministre des finances.

## ANNEXE IV

## DÉCRETS D'APPLICATION

Décret n° 2012-1386 du 10 décembre 2012 portant application du deuxième alinéa du VI de l'article 60 de la loi de finances de 1963 modifié, dans sa rédaction issue de l'article 90 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011

Publics concernés : comptables publics.

Objet : décret pris pour l'application des dispositions de l'article 60 de la loi de finances de 1963, modifié par l'article 90 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011 relatif au régime de responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : l'article 90 de la loi de finances rectificative n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 modifiant l'article 60 de la loi de 1963 permet au juge des comptes d'apprécier si les manquements du comptable ont causé ou non un préjudice financier à l'organisme public. Dans l'hypothèse où le juge considère qu'il n'y a pas de préjudice, il détermine, à partir d'un taux unique appliqué au cautionnement du comptable, fixé par le présent décret, le montant non rémissible restant à la charge du comptable. Dans le cas contraire, il met en jeu la responsabilité du comptable pour la totalité de la dépense irrégulière ou de la recette non recouvrée. Dans cette deuxième hypothèse, le ministre chargé du budget peut accorder une remise gracieuse assortie d'un laissé à charge minimum, conformément au IX de l'article 60 et en considération de ce même barème.

Références : le présent décret peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,

Vu l'article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 modifié, dans sa rédaction issue de l'article 90 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 2008-228 du 5 mars 2008 modifié relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptables publics et assimilés ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la Cour des comptes en date du 16 juillet 2012 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des chambres régionales des comptes en date du 16 juillet 2012 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Article 1 En savoir plus sur cet article...

La somme maximale pouvant être mise à la charge du comptable, conformément aux dispositions du deuxième alinéa du VI de l'article 60 de la loi du 23 février 1963 susvisée, est fixée à un millième et demi du montant du cautionnement prévu pour le poste comptable considéré.

Article 2

Le ministre de l'économie et des finances et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 10 décembre 2012.

Jean-Marc Ayrault

Par le Premier ministre :

Le ministre délégué  
auprès du ministre de l'économie et des finances,  
chargé du budget,  
Jérôme Cahuzac  
Le ministre de l'économie et des finances,  
Pierre Moscovici

**Décret n° 2012-1387 du 10 décembre 2012 modifiant le décret n° 2008-228 du 5 mars 2008 relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptables publics et assimilés et le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs**

NOR: BUDE1220657D

Publics concernés : comptables publics.

Objet : modification des décrets n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs et n° 2008-228 du 5 mars 2008 relatif à la constatation de l'apurement des débits des comptables publics et assimilés suite à la modification de l'article 60 de la loi de finances de 1963 par l'article 90 de la loi de finances rectificative n° 2011-1978 du 28 décembre 2011.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : l'article 90 de la loi de finances rectificative n° 2011-1978 du 28 décembre 2011, modifiant l'article 60 de la loi de 1963, précise le pouvoir de remise gracieuse du ministre. Lorsque le juge a mis en débet un comptable, le ministre ne peut plus accorder de remise gracieuse totale, sauf dans deux cas précisés par la loi. L'objet du présent décret est principalement de supprimer l'avis de la Cour des comptes sur les projets de remise gracieuse du ministre portant sur des débits consécutifs à un premier acte de mise en jeu de la responsabilité postérieur au 1er juillet 2012.

Références : les textes modifiés par le présent décret peuvent être consultés, dans leur rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,

Vu le code des juridictions financières ;

Vu la loi n° 63-156 du 23 février 1963 modifiée, notamment son article 60 dans sa rédaction issue de l'article 90 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 2008-228 du 5 mars 2008 modifié relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptables publics et assimilés ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la Cour des comptes en date du 16 juillet 2012 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

#### Article 1

I. — Le décret n° 2008-228 du 5 mars 2008 susvisé est modifié comme suit :

1° Le III de l'article 9 est abrogé ;

2° L'article 11 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le mot : « second » est remplacé par le mot : « dernier » et les mots : « l'Etat : » sont remplacés par les mots : « l'Etat, sauf si le débet affecte le service d'un régisseur ou résulte de pièces irrégulièrement établies ou visées par l'ordonnateur : » ;

b) Au 1°, les mots : « , sauf si le débet affecte le service d'un régisseur ou résulte de pièces irrégulièrement établies ou visées par l'ordonnateur » sont supprimés ;

3° L'article 14 est abrogé ;

4° Au troisième alinéa de l'article 18, les mots : « le seuil fixé par l'arrêté mentionné au III de l'article 9 » sont remplacés par les mots : « un seuil fixé par l'arrêté mentionné à l'article 16 » ;

5° Au dernier alinéa de l'article 20, le nombre : « 14 » est remplacé par le nombre : « 12 » ;

6° L'article 23 est abrogé.

II. - Les projets de décisions de remise gracieuse portant sur des débits consécutifs à un premier acte de mise en jeu de la responsabilité antérieur au 1er juillet 2012 restent soumis à l'avis de la Cour des comptes conformément aux dispositions de l'article 23 du même décret dans sa rédaction en vigueur à la date de publication du présent décret.

#### Article 2

I. — Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 susvisé est modifié comme suit :

1° A l'article 4, les mots : « la faute » sont remplacés par les mots : « le fait » ;

2° L'article 13 est ainsi modifié :

a) Au II, les mots : « dans les conditions prévues à l'article 15 » sont supprimés ;

b) Le III est abrogé ;

3° L'article 14 est abrogé ;

4° A l'article 15, le mot : « second » est remplacé par le mot : « dernier » ;

5° Au deuxième alinéa de l'article 22, les mots : « le seuil fixé par l'arrêté mentionné au III de l'article 13 » sont remplacés par les mots : « un seuil fixé par l'arrêté mentionné à l'article 20 » ;

6° L'article 23 est abrogé.

II. - Les projets de décisions de remise gracieuse portant sur des débits consécutifs à un premier acte de mise en jeu de la responsabilité antérieur au 1er juillet 2012 restent soumis à l'avis de la Cour des comptes conformément aux dispositions de l'article 23 du même décret dans sa rédaction en vigueur à la date de publication du présent décret.

#### Article 3

L'avant-dernier alinéa du II de l'article R. 112-18 du code des juridictions financières est abrogé. Toutefois, ses dispositions restent applicables aux projets de décisions de remise gracieuse portant sur des débits consécutifs à un premier acte de mise en jeu de la responsabilité antérieur au 1er juillet 2012.

#### Article 4

Le ministre de l'économie et des finances et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 10 décembre 2012.

Jean-Marc Ayrault

Par le Premier ministre :

Le ministre délégué

auprès du ministre de l'économie et des finances,

chargé du budget,

Jérôme Cahuzac

Le ministre de l'économie et des finances,

Pierre Moscovici